67e ANNEE (7e SÉRIE) N° 18 2 MAI 1957

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F.-M. CATHERINET
Protonotaire apostolique
Directeur

R. DESVOYES
Chanoine titulaire de Langres
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Emigrants irlandais. — II. Economie politique irlandaise. — III. Les deux Irlandes. — IV. Agriculture irlandaise. — V. Esprit missionnaire en Irlande. — VI. L'Eglise en pays soviétique ou en pays soviétisé. — VII. Napoléon III était-il un Bonaparte ? — VIII. Les quatre-vingts ans du P. Garrigou-Lagrange. — IX. L'œuvre liturgique de Mgr Michel Andrieu. — X. Ce que nous apprend la nébuleuse du Cancer. — XI. Le Socialisme dans l'Allier. — XII. Le super-capitalisme communiste en Russie. — XIII. L'ère des missiles.

I
Emigrants irlandais

La revue anglaise *The Month* a consacré tout son numéro de mars 1957 à l'Irlande. Tous les aspects de la vie irlandaise y sont examinés attentivement. Et au premier rang des livres récents, il y est parlé d'une vie intéressante du grand libérateur de l'Irlande : de Valera, que les élections viennent de ramener au pouvoir, à l'âge de 75 ans. Nous ne donnerons ici que les parties principales de ce bel ensemble.

Dans un premier article, Mgr John Carmel Heenan, évêque de Leeds, se demande si l'immigration irlandaise en Angleterre est profitable au catholicisme anglais ou non. Il reconnaît que, dans la pensée d'un certain nombre d'Anglais, le nom d'Irlandais est lié plus ou moins à la réputation d'ivrognerie. C'est là un préjugé absurde.

« Quatre-vingt-dix-neuf Irlandais qui sont laborieux, qui assistent à la messe et reçoivent les sacrements, économisent leurs ressources pour venir en aide à leurs parents pauvres restés dans leur pays, n'occupent pas un pouce dans les commentaires de presse. Mais le centième Irlandais, qui boit un peu trop le samedi soir et qui frappe un voisin à coups de bouteille, arrive aisément à occuper six pouces dans la presse et six mois en prison. Et le public sera enclin à juger toute la race d'après le centième seul et non par les quatre-vingt-dix-neuf autres. »

En fait, les Irlandais qui quittent leur pays pour venir en Angleterre, restent en grande majorité fidèles à leur foi. Les prêtres qui confessent chaque samedi soir distinguent sans peine ceux qui sont Irlandais. L'évêque de Leeds déclare que, selon son expérience personnelle, les Irlandais forment largement la moitié des fidèles qui s'approchent des sacrements régulièrement.

Il ressort des conditions d'émigration irlandaise qu'il y a une grande différence entre ceux qui vont en Amérique et ceux qui passent en Angleterre.

Pour l'Amérique, il y a de longues démarches à faire. Il faut obtenir un visa, et pour cela être recommandé en Amérique, avoir une place dans ce pays. Il s'ensuit que l'Irlandais qui va en Amérique est accueilli là-bas, encadré, immédiatement adopté par les milieux Irlandais. Il a presque plus de facilité pour rester catholique et pratiquer sa religion, que dans son propre pays !

En Angleterre, rien de semblable. L'Irlandais tombe dans un milieu qui n'est pas toujours chrétien. Il subit tous les aléas de son déracinement. Il lui faut trouver un emploi. Malgré cela, ceux qui abandonnent leur religion sont une minorité. Ils entrent dans les œuvres catholiques et ils renforcent les rangs de la population catholique. Il est incontestable que l'Eglise catholique d'Angleterre a beaucoup plus profité de l'immigration irlandaise pour étoffer ses effectifs que des conversions de l'anglicanisme. Le *mouvement d'Oxford* d'il y a cent ans a eu la plus haute importance au point de vue intellectuel sans doute, mais il a eu infiniment moins de résultats dans la vie courante de l'Eglise catholique d'Angleterre, que cette immigration. La conclusion de l'évêque de Leeds est formelle :

« Les Irlandais qui nous viennent des bons foyers catholiques sont presque toujours un bienfait au crédit de ces foyers et un appoint heureux pour la vie catholique anglaise. Nous devons remercier Dieu de ce que la plupart des immigrants d'Irlande nous viennent de foyers de ce genre. »

II
Economie politique irlandaise

M. James Meenan étudie ensuite l'*Economie politique irlandaise*, telle qu'elle se présente depuis la proclamation de l'indépendance, il y a 35 ans.

Les patriotes irlandais, depuis la libération, se sont proposé deux buts du reste étroitement complémentaires : stopper l'émigration — et développer les ressources du pays. Pourquoi émigre-t-on ? Parce qu'on ne peut vivre. Il faut donc donner du travail et du pain aux Irlandais si l'on veut les garder dans le pays. Les observateurs sociaux estimèrent que ce qui manquait à l'Irlande, c'était une industrie capable d'occuper tous ceux que l'agriculture ne nourrissait plus que fort mal. On crut qu'on allait, par l'industrialisation, arrêter l'émigration. Il fallait pour cela établir une légis-

lation douanière protectrice, créer des industries nationales, embaucher le surplus de la population paysanne.

Aujourd'hui, hélas ! il faut déchanter. La population en Irlande *diminue* alors que partout ailleurs en Europe, elle augmente. Voici les chiffres : en 1911, 3.140.000 habitants ; en 1926, 4 ans après la libération, 2.955.000 ; en 1951, 2.961.000 ; — en 1956, 2.895.000. Ce chiffre est le plus bas qui ait été enregistré. L'émigration au contraire est devenue plus forte que jamais. De 1951 à 1956, la moyenne annuelle a été de 40.000, soit 200.000 en cinq ans. Cette moyenne est la plus forte que l'on connaisse depuis 1880.

L'émigration se porte vers l'Angleterre, plus que vers les Etats-Unis. Les Irlandais émigrés trouvent de meilleures places et — détail curieux — se marient plus jeunes que dans leur pays. En Irlande les mariages sont tardifs. Il s'ensuit que l'accroissement par les naissances va moins vite que la diminution par l'émigration. De 1951 à 1956, la population s'accroissait par les naissances d'une moyenne de 26.900. Mais elle diminuait, on l'a dit, de 40.000 par émigration. La perte sèche, par an est donc de 13.100. Grâce au protectionnisme, l'industrie irlandaise a pu se développer, mais, pour cela, elle a dû importer les matières premières, en sorte que la balance commerciale est finalement lourdement déficitaire.

Finalement aussi, de bons esprits pensent que l'avenir de l'Irlande est plutôt dans son agriculture que dans son industrie. Nous dirons plus loin, comment cela peut être conçu et réalisé.

III

Les deux Irlandes

Sous le titre « Partition » — « Division » — M. W. J. White nous parle ensuite des deux Irlandes. En octobre 1956, quand, pour la première fois, la République d'Irlande prit place à l'Assemblée générale des Nations unies, son ministre des Affaires étrangères, M. Liam Cosgrave, déclara ce qui suit :

> « En Irlande, nous avons un grave problème : celui de la division. La grande majorité des Irlandais, hommes et femmes, désirent que leur pays soit unifié sous son propre gouvernement librement élu. Mais par suite de tactiques assez analogues à celles qui étaient appliquées, à la même date, en Palestine, l'Irlande fut divisée et, aujourd'hui, six de ses comtés demeurent sous la domination britannique,.. Nous sommes résolus a achever l'unité de l'Irlande, mais nous sommes également résolus..,. à ne travailler à cet achèvement que par des voies pacifiques. »

Malheureusement, la dernière partie de ce programme n'est pas admise par tous les Irlandais. Il est fréquent que des groupes armés irlandais fassent irruption, dans l'Irlande du nord, contre des postes de police.

Quelle est la position des « nordistes » et des « sudistes » sur cette question ?

L'Irlande du nord compte six provinces ou comtés sur un total de trente-deux, pour tout le pays.

Il existe, dans cette région restée sous régime britannique, une certaine discrimination, dont les catholiques sont les victimes, et cela pour deux raisons : d'une part une certaine étroitesse d'esprit des protestants, d'autre part l'identification faite entre catholicisme et nationalisme irlandais. Un catholique a plus de peine à trouver un emploi ou un logement qu'un protestant. L'administration ne donne aucun secours à l'hôpital catholique de Belfast, qui, cependant, remplit une fonction publique.

La population « nordiste » en Irlande soutient que la division est un fait historique, qui s'explique par des différences de race, de culture, de religion. Et il est certain qu'il y a eu, au XVII^{e} siècle, un refoulement de la population irlandaise d'origine, qui fut, par force, remplacée par des Anglais et des Ecossais. Mais, pour l'auteur de notre article, c'est là une base bien faible pour légitimer la division. Si les éléments du dehors furent prépondérants, ils ne supprimèrent jamais entièrement la race irlandaise. Au surplus, catholiques et protestants du nord ont plus d'affinités entre eux qu'avec les « sudistes ». L'Ulster comprend neuf comtés, dont six seulement sont sous régime britannique. Les trois autres font partie de la République irlandaise, qui compte 26 comtés. Bien que nordistes et sudistes aient leurs différences, ils sont sûrement aptes à former un seul Etat. On a dit que l'Irlande du nord appartient au Royaume-Uni « autant que le Yorkshire ». Admettons-le, mais tout le monde sait qu'un homme du Yorkshire a ses particularités très nettes au sein du Royaume-Uni.

Il est probable que l'opposition la plus grande à la réunion de l'Irlande du nord avec celle du sud, vient de la religion. Le protestant nordiste n'a pas voulu du *Home Rule* — Indépendance irlandaise — parce qu'il y voyait le *Rome Rule* — souveraineté spirituelle du pape. C'est ce qui a maintenu l'Irlande du nord dans le parti conservateur, même lorsque l'Angleterre a passé au socialisme avec le Labour Party. Il est toujours possible, dans l'Irlande du nord, de grouper tous les protestants sous la banière de la résistance au pape. Selon notre article, une ville comme Belfast n'a pas évolué comme Glasgow, et pourtant ce sont deux cités ouvrières. « Quand la Clyde coule rouge, le Lagan coule orange ». Cela veut dire que si Glasgow, sur la Clyde, tourne au socialisme, Belfast, sur le Lagan, reste avant tout anticatholique, et ses ouvriers épaulent les gros propriétaires et affairistes de l'Ulster, parce qu'ils sont anticatholiques.

Actuellement, l'Irlande du nord compte environ 1 300.000 habitants, dont un tiers de catholiques. L'Irlande du sud, on l'a dit, approche des 3 millions, dont 95 % sont catholiques. Il faut reconnaître que l'Irlande du sud n'a pas très bien manœuvré pour obtenir l'unification : sa décision de rester neutre durant la guerre, l'existence de groupes armés même non-avoués par le gouvernement républicain, ont été des facteurs de dissentiment entre l'Irlande et l'Angleterre. En 1948, le premier ministre irlandais, John A. Costello, déclara que son pays se retirait du Commonwealth anglais. C'était creuser le fossé un peu plus entre Irlande du nord et Irlande du sud.

Les chances de réunion sont donc en ce moment extrêmement faibles. Chaque année qui a passé n'a fait qu'accroître les diversifications d'ordre écono-

mique, entre les deux Irlandes. L'auteur de l'article déclare qu'il est protestant, mais que la République d'Irlande ne connaît aucune discrimination entre catholiques et protestants, bien que ces derniers n'y soient qu'une infime minorité : 5 %. Si la réunion se faisait, les protestants, pour les 32 comtés, seraient environ 25 % et leur position serait sûrement plus forte encore.

En terminant son étude, l'auteur suggère que les deux Irlandes devraient d'abord coopérer le plus possible dans l'ordre économique, laisser le problème de la réunification mûrir de lui-même et éviter de l'exaspérer par des polémiques inutiles. L'Irlande, au lieu de rester à l'écart de l'occident, devrait adhérer au N.A.T.O. Cela lui ferait faire un grand pas dans l'opinion occidentale.

« Après tout, note l'auteur, les problèmes de l'orange et du vert semblent bien minces en face de la menace de l'impérialisme soviétique. »

IV

Agriculture irlandaise

C'est M. Henry Kennedy, qui traite des possibilités de l'*Agriculture irlandaise*.

On a vu plus haut que les experts irlandais estiment que c'est dans son agriculture que l'Irlande doit placer le plus d'espoir. L'Irlande est un pays qui n'est pas favorisé : 1° en matières premières ; 2° en sources naturelles d'énergie. Donc, elle ne peut devenir un pays puissamment industrialisé. Elle a essayé d'entrer dans cette voie, mais avec un retard et des handicaps trop considérables pour y réussir pleinement. Et son agriculture en a été négligée, en sorte que, dans le dernier demi-siècle, l'agriculture a fait beaucoup plus de progrès en des pays similaires, tels que le Danemark, la Hollande et la Nouvelle-Zélande qu'en Irlande. Et pourtant l'Irlande bénéficie de conditions très favorables : un climat doux, humide, aussi bien arrosé que la Hollande et le Danemark, et ne craignant pas la sécheresse, parfois terrible, de la Nouvelle-Zélande.

La surface cultivée en Irlande est d'environ : 4.600.000 hectares, c'est-à-dire une fois et demie autant qu'en Danemark et deux fois plus qu'en Hollande. On y compte en outre 2 millions d'hectares en « fondrières marécageuses » ou *bogs*, et montagnes. Il paraît que les « bogs » pourraient en grande partie être récupérés. L'Irlande possède une grande variété de terrains, aptes à toutes les cultures. Mais leur fertilité n'a pas été jusqu'ici suffisamment travaillée et exploitée. On a fait de l'élevage, pour exporter du bétail. Comme les terrains manquent de chaux en général, on a cultivé surtout l'avoine et les pommes de terre qui s'accommodent de terrains acides. Par l'emploi des phosphates et des engrais potassiques, les rendements pourraient être très améliorés. Or, jusqu'ici, l'Irlande est à peu près au dernier rang des nations européennes pour l'emploi des engrais.

Ce sont les pâturages qui ont le plus occupé l'agriculture irlandaise. Sur les 4.600.000 hectares cultivés, on comptait en Irlande entre 1919 et 1939, 4 millions d'hectares de prairies contre 600.000 de céréales. L'avoine venait en tête avec 210.000 hectares ; le blé ensuite, 135.000 ; les pommes de terre, 112.000 ; l'orge, 90.000 ; les navets, 47.000 ; la betterave sucrière, 24.000. Tous ces chiffres, approximatifs, naturellement.

Le blé est employé entièrement ou presque pour la fabrication du pain. L'orge sert aux fabriques de bière. Une espèce d'orge à grand rendement a été récemment utilisée pour l'engraissement des porcs et de la volaille. Les rendements ont monté jusqu'à 4 tonnes et demie par hectare. Il semble qu'il y ait là une une indication à retenir pour les petites fermes, qui élèvent porcs et volailles. L'orge est appelée, avec des amendements appropriés au sol, à remplacer largement l'avoine. La betterave sucrière peut aussi être développée davatange. On pourrait ainsi nourrir bien plus de bétail sans recours à l'importation. On admet généralement que les surfaces cultivées en céréales ou légumes pourraient passer de 600.000 hectares à 1.200.000, du simple au double. Et il resterait 3.400.000 hectares pour les prairies.

Cet article demeure cependant le plus important pour l'Irlande : la prairie. Jusqu'ici on l'a considérée comme un « dont de la nature », et l'on y a très peu travaillé. Mais une application rationnelle des méthodes nouvelles pourrait accroître le rendement en herbe de la prairie irlandaise dans des proportions considérables. La « verte Erin » ne pourrait que gagner à justifier de plus en plus son nom. Un expert néo-zélandais, M. Georges Holmes, visitant l'Irlande en 1940, a déclaré dans son rapport que l'Irlande jouit de conditions exceptionnelles pour la production de l'herbe. Il a signalé des centaines de prairies qui ne poussent que juste à la limite de ce que peut, par lui-même, le sol si favorisé de l'Irlande. En conclusion, il disait que l'Irlande est « dans une large mesure un pays encore vierge ». Une mission de l'O.E.E.C. a récemment confirmé ce verdict. Il y a donc des possibilités immenses de ce côté en Irlande.

L'article que nous analysons précise qu'il existe environ 250.000 fermes, dont 143.000 comptant plus de 12 hectares, — 80.000 plus de 20 hectares, et 29.000 plus de 40 hectares. La majorité des fermes sont donc de petite dimension. En Danemark et Hollande, des fermes de ce genre sont poussées vers la production du lait. En Irlande, on n'a pas pris jusqu'ici la même direction. On produit le bœuf de boucherie. La production du lait est basse. Le revenu des fermes pourrait être très amélioré, par trois éléments : le lait, les porcs, la volaille. Les grandes fermes suffiraient à assurer la viande de boucherie. On compte environ 4 millions de bovins, dont 1.250.000 vaches. On pourrait inverser les chiffres, accroître le nombre des vaches et choisir des espèces laitières. Il existe d'autre part un troupeau de 2.750.000 moutons sur les collines. Ce troupeau pourrait être accru considérablement. Avant la guerre, les porcins atteignaient un million et la volaille environ 20 millions. La culture de l'orge devrait conduire à un accroissement de ces chiffres.

En conclusion, il est regardé comme incontestable que l'Irlande a des progrès immenses à accomplir en agriculture et que si l'émigration peut être stoppée ou diminuée, ce sera par ce moyen.

V

Esprit missionnaire en Irlande

La série des articles consacrés à l'Irlande, dans *Month*, est très variée. Nous ne parlerons cependant pas de ceux qui regardent soit l'art irlandais, sous toutes ses formes, soit la restauration de la langue irlandaise et le développement de la littérature nationale. Par contre, il nous est agréable de signaler l'intensité de l'esprit missionnaire en Irlande. C'est M. Léon O'Broin qui nous écrit « *l'Œuvre missionnaire de* 1915 *à* 1956 ».

Le touriste qui visite l'Irlande ne peut manquer d'être impressionné par le nombre considérable de prêtres et de religieuses qu'il croise dans les rues. L'Irlande est profondément catholique. Elle a souffert durant des siècles pour sa foi. Elle a usé largement de la liberté conquise pour déployer toute sa ferveur catholique, et cela s'est traduit par des églises, des couvents, des hospices, des hôpitaux, des orphelinats, des cercles et clubs de toute nature, et enfin aussi par un développement intensif de l'esprit missionnaire.

L'Irlande, sous ce dernier rapport, marche de pair avec la Hollande, dont la population catholique est, en gros, comparable à la sienne. Il fut un temps où la France était à la tête du mouvement missionnaire mondial. A elle seule, elle fournissait les deux tiers ou les trois quarts de l'effectif missionnaire. Actuellement, son pourcentage a baissé. Dans l'article que nous analysons, à notre grande surprise, la France n'est même pas mentionnée, et c'est sûrement un oubli, ou bien cela s'explique parce que l'auteur de l'article n'avait pas les chiffres en sa possession. Il nous spécifie que la Hollande et l'Irlande viennent en tête, en ce pourcentage, avec un missionnaire par 700 catholiques, contre l'Italie, avec un sur 1.056, le Canada un sur 1.550, les U.S.A., un sur 7.200 [1]. Il y aurait donc environ 5.000 missionnaires irlandais en pays de mission, actuellement, sans compter les prêtres irlandais, en moins grand nombre, qui peuvent se trouver en pays non-missionnaire, en France par exemple ou aux Etats-Unis, etc... Les chiffres suivants sont très éloquents : en 1949, 525 prêtres, frères ou sœurs ont quitté l'Irlande pour les missions, et en 1950, 565. — On notera que, dans ce nombre, comme dans les chiffres indiqués plus haut, nous comprenons les prêtres, les frères et les religieuses. Pour l'année finissant en octobre 1956, le nombre avait été de 807. Toutefois il y a lieu de remarquer que tous ces chiffres comprennent les missionnaires *retournant* aux missions, aussi bien que ceux qui partaient pour la première fois.

L'Irlande n'a jamais négligé ses enfants dans l'émigration. C'est pourquoi un bon nombre de prêtres, sortant de séminaires spéciaux, sont allés faire du ministère à l'étranger. Par exemple, parmi les prêtres ordonnés de 1920 à 1956, 334 sont allés aux U.S.A., 274 en Grande-Bretagne, 131 en Australie, 16 en Nouvelle-Zélande, 10 en Afrique du sud, 2 en France et 1 au Canada.

La vocation missionnaire de l'Irlande était si connue que deux Sociétés françaises, celle du Saint-Esprit et celle des Missions africaines de Lyon, ont établi des noviciats en Irlande. Pour les Missions africaines, dont on a célébré le centenaire en 1956, la proportion des Irlandais est la suivante : en 1957, sur 1510 prêtres, cette Congrégation comptait 654 Français, 464 Irlandais, 274 Hollandais, 84 Américains des U.S.A., 25 Belges et 9 Canadiens. Dans les Scolasticats de la même Société, on comptait 102 Français, 51 Irlandais, 18 Hollandais, 11 des Etats-Unis, 9 du Canada. Cette proportion des Irlandais, par rapport à la France, est toute à l'honneur de l'Irlande. Mais on trouverait des Irlandais dans toutes les autres Congrégations missionnaires : Saint-Esprit, Pères Blancs, Augustins, Mill - Hill, Jésuites, Rédemptoristes, Oblats, Franciscains, etc...

Le nombre des religieuses approche de celui des religieux (prêtres et frères). En 1954, l'élément missionnaire féminin irlandais comptait 2.229 personnes, contre 2.641 de l'élément masculin. Il existe des Congrégations proprement irlandaises d'origine : Société missionnaire de St-Colomban, Mission de Maynooth pour la Chine, Société missionnaire de St-Patrick, Société de Maynooth pour l'Afrique. Parmi les femmes, la Société des Sœurs missionnaires de St-Colomban, celles du Saint - Rosaire, les Missionnaires médicales de Marie, etc.

L'Irlande donne très généreusement pour les missions : en 1955, 106 millions de francs à la Propagation de la Foi. La Légion de Marie a toujours eu, depuis 1921, un succès merveilleux en Irlande ; elle a surtout travaillé dans les missions de Chine, actuellement si éprouvées !

Tout ce qui précède doit nous confirmer dans l'énonciation de cette loi : le degré de foi catholique d'un peuple se mesure : 1° au nombre de ses saints, et 2° à celui de ses missionnaires. Il est vrai que pour le premier de ces nombres, Dieu seul en est entièrement juge. Les canonisations de l'Eglise ne viennent que bien des années après coup et elles ne contiennent pas tout ! Les saints de l'Irlande sont connus de Dieu, mais ses missionnaires font belle figure dans le tableau d'ensemble de la catholicité !

VI

L'Eglise en pays soviétique ou en pays soviétisé

Les *Nouvelles de Chrétienté* ou *Civitec*, bulletin hebdomadaire d'information, consacrent une partie de leur numéro du 8 mars 1957, aux questions religieuses concernant l'U.R.S.S., la Pologne, les pays dominés par le communisme. On traduit pour cela l'*Osservatore romano* du 23 février.

La première constatation qui s'impose est la suivante : au bout de quarante ans de « formation scientifique », non seulement les journaux soviétiques ne peuvent se glorifier d'avoir étouffé l'esprit religieux, sinon chez les adultes du moins dans la jeunesse, entièrement soumise à l'action du régime et du système éducatif qu'il inspire, mais récemment encore, un journal consacré à la jeunesse soviétique dénonçait « l'influence croissante » de l'Eglise sur les jeunes générations, et allait jusqu'à dire que cette influence ne pouvait plus être tolérée. Il y a donc, incontestablement une « faillite » de la « persuasion scientifique »

[1] Nous pensons que dans cette liste, la France aurait dû venir avant l'Italie. Mais nous ne pouvons donner de chiffre précis.

En vérité, de plus en plus on constate que le « scientisme » tel qu'il fut professé, au siècle dernier, par des écrivains « bourgeois » et tel qu'il fut adopté, naïvement, par le prolétariat, est dépassé par les faits, et n'est plus qu'une survivance affligeante de ce qu'on a pu appeler « l'esprit primaire ». Un vrai savant sait que la science n'a rien à dire contre la religion, car les problèmes qu'elle résout sont de ceux que la science n'atteint pas. Science et religion sont donc complémentaires. La religion veut encourager la science et la science bien comprise conduit à la religion. Malgré cela, les autorités dirigeantes en U.R.S.S. continuent à affirmer que « les racines de la religion sont désormais arrachées » et que « la base sur laquelle s'appuyait l'Eglise est détruite ».

C'est en cela justement que gît le drame actuel, non seulement en U. R. S. S., mais dans tous les pays que domine le communisme, et dans les pays où le communisme compte de nombreux adhérents. En Italie, par exemple, la revue communiste *Vie nuove* ne craignait pas, dans une correspondance avec ses lecteurs, d'affirmer, au nom de la « science », que le Christ n'a jamais existé, ou que les récits de miracles sont faux, etc...

En France, la même affligeante mentalité existe au sein de ce qu'on nomme le prolétariat « conscient et organisé ». Dans son récent ouvrage : *Destin du Catholicisme français*, Adrien Dansette a résumé en quelques pages vigoureuses la « philosophie politique » des membres de ce prolétariat. Il les ramène à trois points : 1° *la croyance en la science*, surtout dans ses applications techniques; 2° *la foi en une humanité nouvelle* déjà préformée dans la patrie communiste, l'U.R.S.S. ; 3° *la confiance en la puissance de la classe ouvrière*. Pénétrés de ces trois dogmes, les « prolétaires » rejettent les solutions chrétiennes dans tous les problèmes humains : le sens de la vie, de la mort, de l'amour, de la richesse, de la famille, de la société, de la justice, etc. On pousse, dans les milieux intoxiqués par ce scientisme puéril, l'absurdité jusqu'à penser qu'on a supprimé Dieu. La technique et le mouvement ouvrier, voilà qui suffit à tout. Dieu est inutile. Bien plus il est nuisible ! Adrien Dansette n'a-t-il pas raison de parler, à ce sujet, de l' « infantilisme psychique » du prolétariat (p. 43 du livre cité) ?

Pour nous, au contraire — et les événements de Hongrie ne sont pas le moindre indice de ce que nous allons dire, — le communisme manifeste une lamentable insuffisance idéologique et scientifique. Sa seule force est celle de la police d'Etat.

Lorsque les journaux russes se lamentent sur la persistance de l'esprit religieux, ils avouent la faiblesse de leur position. La nature humaine, dans ses profondeurs, a des tendances, des aspirations vers l'infini, qui font éclater les entraves dont le « scientisme » périmé voudrait l'accabler. Que ce soit en Russie, ou en Pologne, ou en Hongrie, ou dans n'importe quel pays soviétisé, voire en Chine communiste, cette impuissance de la force et de la violence en face du sentiment religieux est un spectacle d'une haute signification. Radio - Vatican pouvait conclure, le 25 février dernier :

« Quarante années d'expérience communiste ont démontré que la base du système est essentiellement l'athéisme, élément principal de la philosophie de Lénine, et que la religion est la valeur suprême dans la vie des peuples. La politique soviétique a débuté par la volonté déclarée de détruire la puissance de la religion, afin d'arracher de l'âme du peuple russe d'abord, puis des pays satellites, le sentiment religieux. Le processus a abouti à une admission forcée du fait religieux et à un effort renouvelé des tactiques de tromperie et de violence pour faire, du plus profond sentiment humain, un allié du communisme. »

Assurément le programme antireligieux du communisme reste entier. Le communisme ne peut renoncer à son dogme essentiel : le matérialisme dialectique, mais de grands espoirs surgissent, quand on constate la vitalité spirituelle des peuples opprimés, aussi bien en Russie que dans les pays soviétisés.

« Tant que dure la religion, le communisme et toute autre forme d'esclavage totalitaire sont contraints de marquer le pas. *La religion est l'oxygène des peuples.* »

En face des deux pôles entre lesquels se meut la science humaine : l'infiniment petit, c'est-à-dire la science de l'atome et l'infiniment grand, c'est-à-dire la science inter-galactique, — deux infinis qui ne le sont que de nom, car ils sont tout de même finis l'un et l'autre, — il y a place pour un *troisième infini*, celui de la pensée et de l'amour qui a Dieu pour objet ; et à l'amour on ne peut refuser une « certaine infinité », puisqu'il atteint Dieu même. C'est par là que l'homme dépasse sa propre science. Et c'est pourquoi nous disons que science et religion sont complémentaires et nullement opposés.

Il paraît qu'en Chine communiste même, les étudiants dans les Universités commencent à trouver pesante la servitude communiste. C'est ce que dit *Civitec*, donnant des preuves en des faits récents, à la suite des informations que nous venons de résumer. Mais, de toute évidence, la lutte continue !

VII

Napoléon III était-il un Bonaparte ?

Cette question aux allures indiscrètes, est posée dans *Miroir de l'Histoire* de mars 1957, par Adrien Dansette, l'historien dont nous avons cité ci-dessus le dernier ouvrage.

A vrai dire, il n'y aurait sans doute jamais eu de problème à ce sujet sans le caractère méfiant et jaloux du père de l'enfant, Louis de Hollande, frère de Napoléon et mari de la reine Hortense. Mais Louis avait un tempérament de malade. Lors de son mariage avec Hortense, il était déjà à demi paralysé du côté droit. Il était, depuis cinq ans — le mariage étant du 4 janvier 1802 — atteint de maladie vénérienne. Il s'était confié à des médecins et à des charlatans qui lui avaient infligé des traitements extravagants : brûlures par le soleil au moyen de lentilles, bains de tripes de mouton, coucher dans des draps de galeux, etc. Cet état de santé lamentable n'avait pas embelli son caractère qui avait toujours été égoïste, concentré, soupçonneux. En définitive, il était en passe de devenir paranoïaque.

« Dans la mentalité de Louis, écrit Frédéric Masson, les faits se déforment ; ils revêtent une apparence différente de la réalité ; peu importe comme ils se

sont produits : pour lui, ils se sont passés tels qu'il les imagine. »

Il souffre de deux délires : à l'origine, le délire des grandeurs ; puis, quand il est comblé, délire des persécutions. Il découvre partout des indices de conspiration contre lui. Il voit tout en noir. Et cet état d'esprit ne se manifeste pas seulement dans son gouvernement de la Hollande, dont son puissant frère l'a fait roi, mais aussi et surtout dans sa vie conjugale.

Cette vie conjugale avait été troublée dès le principe. On sait que Lucien, l'un des plus intelligents des frères Bonaparte, avait trouvé moyen de se brouiller avec Napoléon, après avoir puissamment contribué à son coup d'Etat de brumaire. Depuis ce temps, Lucien dénigrait sans vergogne ce frère qu'il accusait d'ingratitude à son égard. En décembre 1801, alors que s'ébauchait le mariage de Louis et de Hortense de Beauharnais, Lucien avait raconté à Louis qu'Hortense était la maîtresse de Napoléon. Atroce calomnie, presque certainement ! Mais Louis avait d'abord renoncé au mariage projeté. Puis il avait changé d'avis, et, tombé amoureux d'Hortense, il avait conclu le mariage à la date indiquée ci-dessus.

Que penser d'Hortense ? C'était une femme charmante, très séduisante, d'esprit assez futile, pas toujours très prudente, mais nullement vicieuse. En fait, on ne lui connaît avec certitude qu'une liaison, avec Charles de Flahaut, fils naturel de Talleyrand, mais cette liaison, dont naquit le duc de Morny, ne commença qu'en 1810, après la rupture complète d'Hortense avec le roi Louis.

Et pourtant le mariage avec Louis avait été tout de suite passablement agité. Les deux époux n'étaient guère restés ensemble que cinq semaines. Hortense cependant avait mis au monde un enfant, neuf mois et 6 jours après le mariage. Ce fut Napoléon-Charles né le 10 octobre 1802, et, ne voulant pas démordre de son idée, Lucien prétendra toujours que le père était bien le premier Consul, ce qui est tout à fait invraisemblable. Louis semble cependant l'avoir cru. Il ne manifesta aucune tendresse pour cet enfant, qui, du reste, mourut le 5 mai 1807, d'une angine diphtérique.

La vie conjugale reprit ensuite un certain temps, entre Louis et Hortense, en janvier 1804. De cette réconciliation naquit un second enfant, Napoléon-Louis, que Louis a toujours traité comme étant bien le sien. Ce fils fut tué, dans les Romagnes, en 1831, alors qu'il prenait part à une insurrection contre le régime papal.

Son plus jeune frère, celui dont il nous reste à parler, et qui devint Napoléon III, avait pris part aussi à l'insurrection, mais il en était revenu, et, après la mort du duc de Reichstadt — l'Aiglon — en 1832, il se regarda comme le chef de la maison impériale.

Sa naissance remontait au 20 avril 1808 et elle avait eu lieu à Paris, dans l'hôtel, aujourd'hui démoli, que possédaient ses parents rue de la Victoire. A cette date, les deux époux étaient de nouveau fort désunis. Toutefois, l'enfant ne pouvait être attribué à un autre qu'au roi de Hollande, sans un scandale éclatant. Napoléon avait choisi lui-même les prénoms de cet enfant : Charles-Louis-Napoléon. Louis avait accepté. Mais dans son for intérieur avait toujours gardé des doutes sur sa paternité, doutes que son caractère, nous l'avons dit, n'explique que trop bien. Aussi lorsqu'en 1809, il demande à l'empereur d'approuver sa séparation d'avec Hortense, il lui écrit en ces termes :

« Sire, je supplie votre Majesté d'approuver ma séparation d'avec la reine, ma femme... Je demande de votre justice de conserver mon fils aîné auprès de moi, et que la reine conserve le plus jeune... »

Déjà cette distinction était significative. En fait, Louis dira toujours à la reine, en parlant de cet enfant : « votre fils ». Il ne manifestera jamais aucune tendresse ni aucun intérêt pour lui.

Le fait était si connu dans la famille de Napoléon que l'oncle Fesch fut le seul à féliciter Louis de la naissance de cet enfant. Dans le monde impérial, où l'on détestait les Beauharnais, ce fils fut couramment considére comme illégitime. Dans le monde diplomatique de La Haye, il en fut de même.

Pourtant ces rumeurs fâcheuses ne tombèrent dans le grand public qu'à partir de 1849, lorsque Louis-Napoléon commença à jouer un rôle capital dans la vie politique française. Au fond, tout son prestige tenait alors au nom qu'il portait. Il était de bonne guerre — si l'on peut dire — pour les Républicains et les Monarchistes, de lui enlever ce prestige, s'il était possible. Les Républicains ne manquèrent pas de le faire. On soutint alors qu'il n'était, en fait, ni un Bonaparte, ni même un Français. On lui attribua comme père un amiral hollandais, nommé Verhuell, qui était ministre du roi Louis. Dès 1853, Victor Hugo, exilé de France, avait écrit dans ses *Châtiments :*

Quoi, tel gueux qui, pourvu d'un titre en bonne forme,
A pour toute splendeur sa bâtardise énorme,
Tel enfant de hasard, rebut des échafauds,
Dont le nom fut un vol et la naissance, un faux...

Plus tard, en 1870, on publiera à Londres une *Biographie de Verhuell - Bonaparte, ex-empereur.* Frédéric Masson a repoussé cette légende, avec une véhémence que Dansette trouve excessive :

« Rien n'est vrai, a-t-il écrit, de cette absurde calomnie que tout dément, que tout contredit, qui ne saurait résister au moindre examen... Charles - Louis-Napoléon, né le 20 avril 1808, fut, sans contradiction possible — sauf de la part d'un fou — le fils de Louis, roi de Hollande. »

Un autre érudit, Jean Hanoteau, qui a donné des notes savantes aux *Mémoires* de la reine Hortense, publiés en 1927 par le prince Napoléon, parle au bas d'une page, « des odieuses calomnies répandues sur la naissance de Napoléon III » et il ajoute que c'est une question « aujourd'hui tranchée ».

M. Dansette n'est pas de cet avis, et il observe : « Affirmation bien tranchante pour une question qui en réalité n'est nullement tranchée et qui ne le sera peut-être jamais. » Il passe en revue cependant les diverses versions possibles. Hortense a séjourné à Cauterets du 18 juin au 10 août 1807. L'enfant étant né le 20 avril 1808, la conception peut avoir eu lieu en théorie le 25 juillet 1807, mais tout le monde sait qu'il y a une cer-

taine latitude avant ou après la date théorique. Ce fut donc au cours de ce séjour à Cauterets que la conception eut lieu. Verhuell est sûrement hors de cause. Le premier père présumé pourrait, à la date indiquée, être M. de Villeneuve, chambellan du roi, qui accompagne la reine. Après un examen attentif, Dansette conclut à l'invraisemblance de cette paternité. Villeneuve était lui-même accompagné de sa femme. Il n'y a pas la moindre preuve qu'il ait eu avec la reine des relations suspectes. Il faut de même mettre hors de cause le préfet de Pau, marquis de Castellane, très empressé certes, mais que la reine tient à distance. On écarte d'autre part Decazes, futur ministre de Louis XVIII, qui vint voir la reine à Cauterets, et Bylandt, jeune attaché célibataire, qu'il n'y a pas de raison de soupçonner.

Et le roi Louis, dira-t-on pourquoi n'en dit-on rien ? Nous y arrivons. C'est lui-même qui écrira à Hortense, le 23 novembre 1809, lorsque la séparation sera consommée :

« ...Le 12 août 1807, je vous revis à Toulouse : je me jetai dans vos bras, et bientôt je fus convaincu qu'après ce troisième effort, tout était fini entre nous, que, sans me plaindre, sans rien dire, je supportais une réunion qui me perçait l'âme, parce qu'elle me prouvait que c'en était fait : nous n'étions pas faits l'un pour l'autre... »

Cependant, le séjour à Cauterets étant terminé avant cette réunion, le couple royal arrive à Paris le 27 août. Hortense, qui ne veut pas retourner en Hollande, obtient une consultation des médecins déclarant que le climat de Hollande n'est pas bon pour une femme enceinte. En vain Madame Mère a-t-elle réussi à faire insérer une note, le 17 octobre, dans le Journal de l'Empire, disant que la reine de Hollande « retournera bientôt dans ses Etats », Hortense tient bon et les médecins l'appuient. Finalement, elle met au monde, le 20 avril 1808, un enfant si petit et si faible qu'il faut lui donner des bains de vin et l'envelopper de cotons brûlants. Manifestement, il est né *avant terme*. Elle attribuera cette naissance prématurée aux humiliations que Louis lui avait infligées durant sa grossesse.

En conclusion, la naissance de Napoléon III vingt jours avant le terme normal ne constitue pas la moindre présomption en faveur d'une naissance adultérine. Louis a reconnu avoir partagé le lit de sa femme le 12 août 1807. Ses dénégations ultérieures au sujet de sa paternité sont étrangement suspectes, venant d'un homme jaloux, malade, et même paranoïaque, atteint du délire de la persécution et très monté, par toute la famille, contre les Beauharnais.

Conclusion de M. Dansette :

« Je me résume en suggérant non pas que la naissance adultérine de Napoléon III est vraisemblable, mais qu'elle n'est pas invraisemblable. Dans l'état actuel de la question, il paraît difficile d'en dire davantage. »

Un ménage désuni, une certaine légèreté de la part d'Hortense, des rumeurs persistantes, tout cela suffit à expliquer les divergences d'opinion entre les historiens. Frédéric Masson est pour la légitimité de l'enfant. M. de Lacretelle, dans son livre *La reine Hortense* laisse entendre que Louis était stérile, et, sans conclure formellement, il semble pencher pour la paternité du jeune comte de Bylandt que nous avons nommé plus haut. Dans la *Revue de la Méditerranée* de mars-avril 1952, M. Marcel Emerit, intitulant un article *Histoire et Légende : la naissance de Napoléon III*, suggérait le nom de Villeneuve, mais M. Dansette estime qu'il ne peut être retenu.

Quoi qu'il en soit, Napoléon III a tiré toute sa carrière de ce seul nom qu'il portait. Ce nom était-il le sien ? Jusqu'à preuve du contraire, il semble qu'on peut continuer de l'admettre.

VIII

Les quatre-vingts ans du P. Garrigou-Lagrange

L'Ordre dominicain tout entier, mais spécialement les Provinces françaises et l'Athénée pontifical de l'Angelicum, à Rome, ont récemment célébré les quatre-vingts ans du R. P. Garrigou-Lagrange. A cette occasion l'un de ses plus anciens disciples, le R. P. Benoît Lavaud a résumé, dans l'*Osservatore romano* du 15 mars 1957 (édition française), sa magnifique carrière. Nous avons grand plaisir, à notre tour, à lui faire écho ici.

Gontran Garrigou-Lagrange naquit à Auch, au département du Gers, le 21 février 1877. Après ses classes élémentaires, dans sa ville natale, il fit ses études classiques au lycée de La Roche-sur-Yon — le même où venait de passer le futur président Herriot, de cinq ans son aîné — puis à Nantes et Tarbes. Il s'orienta alors vers la médecine et passa deux ans à la Faculté de Bordeaux. Ce fut la lecture des œuvres d'Ernest Hello et son admiration pour saint Jean de la Croix, le prince de la spiritualité catholique, qui l'inclinèrent à la vie religieuse. Des retraites à la Trappe d'Echournac, puis à la Chartreuse de Vauclair, achevèrent de lui faire comprendre l'appel de Dieu. Il fut admis au noviciat des dominicains de France à Amiens, en 1897. Selon l'usage, il reçut alors un nouveau nom et devint frère Réginald. Le patron qui lui était ainsi donné n'était autre que le bienheureux Réginald d'Orléans, maître de l'Université de Paris, qui avait été reçu dans l'Ordre, à ses origines mêmes et par le grand saint Dominique en personne. Frère Réginald eut comme compagnon de noviciat celui qui devait être maître général, le P. Martin-Stanislas Gillet, futur archevêque de Nicée.

Ordonné prêtre en 1902, frère Réginald poursuivit ses études philosophiques et théologiques à Flavigny (Côte-d'Or). Mais c'était alors la mauvaise époque, celle du « régime abject », selon le mot de Millerand. Les religieux étaient chassés de France. Le jeune Père se réfugia à Gand, avec sa communauté entière. L'Ordre dominicain, même persécuté, se gardait bien pour autant de renier sa tradition des hautes études. Dès 1904, frère Réginald était envoyé par ses supérieurs à Paris, pour y suivre des cours de philosophie et d'histoire, à la Sorbonne. Il fut l'élève du célèbre Bergson et aussi de Brochard, l'auteur des *Sceptiques grecs*, et historien renommé de la philosophie grecque. — A noter que Victor Brochard était aveugle, ce qui ne l'empêchait pas de citer par cœur des passages d'Aristote, avec référence

précise de la page et de la ligne selon l'édition critique de Bekker.

Ses études terminées, frère Réginald, après quelques mois en Allemagne, puis à Fribourg en Suisse, fut nommé professeur d'Histoire de la Philosophie au nouveau collège dominicain du Saulchoir, en Belgique (1905). L'année suivante, il succédait au R. P. Hugueny, comme professeur de dogmatique. Il se plongea alors entièrement dans le thomisme. Il n'en est plus sorti et il en est devenu, en notre temps, l'un des maîtres les plus authentiques et les plus renommés. Ce fut en 1909 que le R. P. Hyacinthe-Marie Cormier, général de l'Ordre, l'appela à l'*Angelicum,* Institut qu'il venait de fonder, et dont Pie XI devait dire, dans son Encyclique *Studiorum ducem*, du 29 juin 1923, que « Thomas semble y habiter comme chez lui ».

Le P. Garrigou-Lagrange n'a plus quitté l'*Angelicum* que pendant les années de la dernière guerre, alors que l'Italie était sur le point d'y prendre part. Il y donne toujours son enseignement. Le P. Lavaud nous donne de sa manière la description vécue que voici :

« Professeur, il sait merveilleusement poser un « *status quæstionis* », susciter les problèmes et mettre en relief l'intérêt et les difficultés, montrer les connexions et les conséquences proches et éloignées, les dangers d'une erreur, même petite, dans les principes, la fécondité d'une vérité solidement établie ; habile à suivre, au-dessus des erreurs et des hérésies opposées, au-delà des demi-solutions, la ferme ligne de la vérité théologique ; parlant, avec un accent tout personnel, un latin clair et facile, le P. Garrigou-Lagrange exerce, depuis près d'un demi-siècle, une grande influence de formation sur les étudiants ecclésiastiques de Rome. »

Nos lecteurs aimeront à trouver ci-dessous les titres des ouvrages les plus connus du P. Garrigou-Lagrange [2].

Mais le P. Garrigou-Lagrange a toujours uni très intimement le goût des hautes études de spiritualité à celui des grandes spéculations dogmatiques. Il fut l'un des animateurs les plus actifs de la *Vie spirituelle*, fondée en 1919, par le Père Bernadot. Dans son ouvrage : *Perfection chrétienne et contemplation*, qui est de 1923, il prenait nettement position en faveur de la thèse de l'appel à la vie spirituelle supérieure de toutes les âmes chrétiennes sans exception. Il commenca, en 1938, la publication d'un bel ouvrage en deux volumes, intitulé : *Les trois âges de la Vie intérieure*, où il faut voir là un traité complet de théologie ascétique et mystique [3].

Le P. Garrigou-Lagrange, resté simple religieux — et entre tous exemplaire — n'en porte pas moins les titres les plus éminents, car il n'est pas seulement maître en Sacrée Théologie à l'*Angelicum*, mais aussi Consulteur de la S. Congrégation du Saint-Office, de la S. Congrégation des Séminaires et Universités, membre de l'Académie romaine de Saint-Thomas d'Aquin et de Religion catholique, et membre de l'Académie romaine de Théologie.

Ajoutons à cela que cet éminent professeur est aussi un prédicateur recherché et qu'il a presque toujours consacré ses vacances d'été à prêcher des retraites spirituelles un peu partout, en Italie, en France, en Suisse, en Belgique, en Hollande, en Angleterre, en Espagne, au Brésil, en Argentine, au Canada.

« J'eus moi-même, précise le P. Lavaud, plusieurs fois l'occasion de l'écouter prêcher aux journées de retraite de Meudon, que Jacques Maritain organisa de nombreuses années. »

Et le Père conclut :

« Plus encore qu'aux angoisses matérielles privées, ce contemplatif est sensible à la misère d'une humanité, ivre d'elle-même et de ses conquêtes, lesquelles ne peuvent que la décevoir et la conduire au désespoir, si elle oublie les idéaux supérieurs de la vie et la perspective de l'éternité. Rien ne l'afflige autant que le règne du péché et du diable dans le monde... »

A quatre-vingts ans, le P. Garrigou-Lagrange conserve toute son activité. Il appartient à la magnifique phalange des lutteurs qui veulent mourir sur la brèche et consacrer au culte de la vérité divine toutes leurs énergies jusqu'au dernier souffle. Puisse Dieu exaucer, sur ce point, tous ses désirs !

[2] Voici une liste des principaux ouvrages théologiques du P. Garrigou-Lagrange : — Dès 1909, paraissait *Le sens commun et la Philosophie de l'être et les formules dogmatiques*, in-16 de 312 p. Paris, Beauchesne, repris d'articles de la *Revue Thomiste*, puis remanié et réédité (1918) ; — ensuite ce furent *Dieu, son existence et sa nature*, in-8, 900 p., Beauchesne, déjà ébauché dans l'art. « *Dieu* » du *Dictionnaire Apologétique* du P. d'Alès ; — *De Revelatione ab Ecclesia proposita*, 2 vol. in-8, Rome et Paris, Gabalda; — Les *Perfections divines*, in-8 de 340 p., extrait de « *Dieu* » ; — *Le Réalisme du principe de finalité*, in-8 de 368 p., Desclée de Br. ; — A partir de 1938 parurent sous forme de « Commentaire de la Somme théologique de S. Thomas » : *De Deo uno, De Deo Trino, De Gratia, De virtutibus theologicis*, 4 vol. grd in-8 d'environ 500 p. chacun, Desclée de Brouwer, et Turin, Berutti, 1938-1950, — puis la *Synthèse thomiste*, in-8 de 740 p., Desclée de Br., 1938, reproduction de l'art. « *Thomisme* » du *Dict. de Théol. cath.* ; — une *Mariologie : La Mère du Sauveur et notre vie intérieure*, in-8 de 400 p. Edit. du Cerf, 1941 ; — une brochure « *Du Gouvernement royal* », 190 p., Paris, 1926, était une édition du « *De Regimine principium* » de S. Thomas.

Cette liste devrait être complétée par de nombreux articles du *Dictionnaire de Théologie* et de diverses revues: *Angelicum, Revue Thomiste*, etc.

[3] Parmi les ouvrages de spiritualité relevons les titres suivants : — *Perfection chrétienne et Contemplation*, 2 in-8 de 424 et 504 p., Desclée et C^ie ; — *L'Amour de Dieu et la Croix de Jésus*, 2 in-8 de 452 et 470 p., Edit. du Cerf, — *La Providence et la confiance en Dieu*, in-8 de 410 p., Desclée de Brouwer ; — *Les trois conversions et les trois voies*, in-16 de 196 p., Edit. du Cerf ; — *Le Sauveur et son amour pour nous*, in-8 de 472 p., Edit. du Cerf ; — *Le Sens du mystère et le clair obscur intellectuel*, in-8 de 344 p., Desclée de Br. ; — *La Prédestination des saints et la grâce*, in-8 de 434 p., Desclée de Br. ; — un « Traité de Théologie ascétique et mystique » : *Les trois âges de la vie intérieure*, 2 in-8 de 668 et 888 p., Edit. du Cerf, 1938, 1939 ; — *De sanctificatione sacerdotum secundum temporis nostri exigentias*, in-12 de 170 p., Marietti et Lethielleux, 1947 ; — deux biographies : *Mère Françoise de Jésus*, fondatrice de la C^ie de la Vierge, in-8 de 188 p. Desclée de Br. — *Mère Marie-Alphonse*, religieuse de N.-D. de Sion, 1859-1932 (Extrait de la « Vie Spirituelle »), 24 p., Lyon, 1943 ; — une brochure : *Dieu accessible à tous*, in-16 de 180 p., Lyon, Vitte, 1941. — A cela il faudrait ajouter de nombreux articles parus dans la *Vie Spirituelle* depuis se fondation et dans d'autres revues.

IX

L'œuvre liturgique de Mgr Michel Andrieu

C'est encore le nom d'un travailleur infatigable que nous citerons en parlant, à la suite de M. Aimé-Georges Martimort, dans le *Bulletin de Littérature ecclésiastique* de janvier-mars 1957, de Mgr Michel Andrieu et de son œuvre liturgique.

Mgr Andrieu était professeur à la Faculté de Théologie de Strasbourg. Il achevait ses 70 ans et songeait à se retirer, soit à Millau, sa ville natale, soit à Rome, où il avait beaucoup travaillé, quand il est décédé, en octobre 1956. En même temps que la nouvelle de sa mort, les souscripteurs recevaient le tome IV des *Ordines romani,* dont il a véritablement révolutionné la connaissance.

Les *Ordines* improprement appelés *romani* — car un bon nombre d'entre eux ne sont pas romains — étaient des recueils, élaborés entre le VII[e] et le XIV[e] siècle, et contenant la description et les règles des principales cérémonies liturgiques : baptême, messe, ordinations, dédicace des églises, offices de la Semaine Sainte et des principales fêtes de l'année. Ces *Ordines* avaient disparu de l'usage lors de la généralisation des « missels pléniers » contenant à la fois les textes liturgiques et les rubriques destinées à régler leur emploi. Ils redevinrent actuels quand on commença à en faire un objet d'étude. G. Cassander, en 1561 ; M. Hittorp, en 1568 ; Mabillon surtout, en 1689 ; plus tard Bianchini (1728), Martène, Muratori, Gerbert au XVIII[e] siècle : Jean-Baptiste de Rossi, Mgr Duchesne, L. Fischer et C. Silva-Tarouca, de 1888 à 1923, poursuivirent les recherches à ce sujet.

Mgr Andrieu a consacré sa vie à étendre, refondre, mettre au point final toutes nos connaissances dans ce domaine. Il est devenu le maître incontesté en la matière, au point que tous les travaux antérieurs ne peuvent plus être cités qu'avec prudence et après confrontation avec ses propres résultats. Le titre de son recueil publié au « Spicilegium Sacrum Lovaniense », était le suivant : *Les Ordines romani du haut-moyen-âge.* Le tome I, publié en 1931, traitait des *manuscrits,* les dénombrait et les classait ; — le tome II, publié en 1948, et le tome III, paru en 1951, donnaient des textes ; le t. II contenait ceux des Ordines I-XIII, et le tome III, ceux des Ordines XIV-XXXIV. — Quant au tome IV et dernier, il nous apporte la suite des textes. La numération des *Ordines* qui était restée en principe celle de Mabillon, ne pourra plus être que celle d'Andrieu : la coïncidence entre les deux numérations se borne à l'*Ordo I,* qui est le même chez Mabillon et chez Andrieu, alors que tous les autres diffèrent.

Mais dans l'intervalle, vivement encouragé par Pie XI, Mgr Andrieu avait publié, en quatre volumes, de 1938 à 1941, le *Pontifical romain au Moyen Age.* Ce livre vénérable s'est élaboré en trois étapes : le Pontifical romain du XII[e] siècle, le Pontifical de la Curie du XIII[e] siècle, le Pontifical de Durand de Mende.

Quelles sont les principales corrections apportées par les travaux de Mgr Andrieu aux données acceptées avant lui sur les *Ordines* ? Deux surtout sont à retenir.

En premier lieu, dans l'*Ordo I* de Mabillon, il a distingué des parties de date et d'origine très diverses et même des interpolations. L'*Ordo I* de Mabillon ne forme l'Ordo I d'Andrieu que pour les chapitres 1-21, tandis que le chapitre 22 est appelé chez lui *Ordo II* ; les chapitres 23-26. l'*Ordo XXII ;* les chapitres 27-47, l'*Ordo XXVIII*; les chapitres 48-51, l'*Ordo III.* Ainsi, l'*Ordo I* de Mabillon, avec ses deux Appendices, forme chez Andrieu cinq *Ordines.* Dans le même temps, Andrieu a démontré que l'*Ordo* dit de Saint-Amand, que Mgr Duchesne avait qualifié de « romain de Rome » n'était qu'un faux fabriqué en pays franc à l'aide de documents antérieurs.

En second lieu, Mgr Andrieu a précisé la date et l'origine des *Ordines* du groupe de Saint-Gall. Le P. Silva-Tarouca les avait datés du VII[e] siècle et attribués à l'archichantre de Saint-Pierre, Jean. Mgr Andrieu qui les a édités, sous les numéros XV-XIX, en son tome III, les retarde jusqu'à l'an 780, et estime qu'ils ont été, tout comme l'Ordo de Saint-Amand, compilés par des moines de la mouvance de Luxeuil, en pays franc. Et cela n'est pas sans conséquence :

> « Du coup, écrit M. Martimort, deviennent caduques les études qui s'appuyaient sur ces textes : le chapitre de Mgr Batiffol sur l'office basilical romain, bien des articles de Mgr Callewaert, et même la description de la messe romaine, dans l'édition française des *Missarum solemnia* du P. Jungmann. »

Par contre, Mgr Andrieu a conféré une valeur exceptionnelle et très purement romaine aux *Ordines* XXIII, XXIV et XXVI de la Semaine Sainte, et à l'*Ordo* XXXIV des ordinations. Notons que son Ordo XXIII correspond à l'*Ordo* dit d'Einsiedeln, publié par de Rossi, dans ses *Inscriptions,* III, 1, 34. Quant à l'Ordo XXXIV d'Andrieu, il est le même que l'Ordo VIII de Mabillon.

Le dernier tome d'Andrieu, paru, nous l'avons dit, en octobre 1956, est un volume considérable de XI - 543 pages. Il présente une vingtaine de textes : ordinations (XXXV-XL), dédicace des églises (XLI - XLIII), couronnement des empereurs (XLV - XLVIII) sépulture (XLIX) et aussi la cérémonie spéciale à Saint-Pierre appelée *Diligentia* (XLIV).

Si, pour la dédicace des églises, la documentation d'Andrieu ne modifie pas de façon substantielle les conclusions de Mgr Duchesne, il n'en est pas de même pour la cérémonie du couronnement des empereurs, car l'illustre chercheur a abouti, en ce domaine si souvent étudié par les érudits allemands, à une rénovation complète de nos connaissances. Certains des textes dont on se servait sont des compositions factices qui ne furent jamais utilisées. Le rite authentique, pratiqué exclusivement par les papes doit être recherché uniquement dans le Pontifical suivi à Rome : l'Ordo XLV du pontifical romain-germanique ayant passé dans le pontifical romain du XII[e], puis dans celui du XIII[e] siècle. Les *Ordines* XLVI et XLVII, utilisés par Waitz et Diemand, sont au contraire dépourvus d'intérêt.

Enfin, l'*Ordo XLIX* inédit jusqu'ici et concernant le rituel de la sépulture, est du plus haut intérêt et il servira au travail que prépare l'abbé Sicard de Montpellier sur la liturgie des funérailles.

Mais les quatre volumes parus de Mgr Andrieu, sur les *Ordines* devront être complétés par un tome v achevant les *Ordines romani* et un tome VI, le pontifical romain - germanique. Le tome v ne comportera que l'*Ordo L*, qui était démesurément long et compilait tous les *Ordines* antérieurs.

Le manuscrit laissé par Mgr Andrieu était prêt. Ses disciples et collègues pourront heureusement éditer les deux tomes qui restent à paraître.

La vie de Mgr Andrieu ne fut pas seulement, ajoutons-le, celle d'un grand érudit, mais avant tout celle d'un prêtre au grand cœur, d'un homme de foi intense. Qu'il suffise pour donner une idée de la hauteur de ses pensées intimes, de dire, qu'à ses derniers moments on le vit offrir ses souffrances et sa mort pour ses collègues de l'Université de Strasbourg, et en particulier pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas la foi : « *Mon ministère*, disait-il, *n'avait pas atteint les sommets, maintenant je suis sur la croix !* »

Comme le disait, à ses obsèques, le Recteur de l'Académie de Strasbourg, il ne pouvait mieux dévoiler le secret de son âme, ni mieux sceller le « témoignage d'amour et d'espérance », dont elle était pénétrée et qu'avait donné toute sa vie ! [4]

X

Ce que nous apprend la nébuleuse du Cancer

Depuis quelque temps les astronomes s'intéressent vivement à ce qu'ils nomment la *nébuleuse du Cancer* — une tache brillante, autrefois appelée chez nous *la Crèche*, au sein de la constellation du Cancer, dans laquelle le soleil semble entrer au 21 juin. C'est le grand astronome de Leyde, en Hollande, Jan H. Oort, qui nous en parle dans le numéro de mars de *Scientific American*.

Il rappelle avant tout un fait peu connu, à savoir que le 4 juillet 1054 — c'est-à-dire peu de jours avant la consommation du fameux schisme de Cérulaire, du 16 juillet 1054 — il se produisit au firmament une explosion qui dut être singulièrement spectaculaire. A vrai dire, préoccupé peut-être par les événements religieux, l'Occident n'en a laissé aucune trace informative. Mais en Chine et au Japon, où les phénomènes célestes étaient surveillés avec intensité, en tant que signes des volontés divines, il en est fait mention dans les annales d'empire. Une étoile qui, durant des milliards d'années, avait été invisible pour la Terre, prit soudain un éclat si extraordinaire qu'on la voyait en plein jour, même sous les rayons du soleil.

On la surnomma « l'étoile visiteuse » et on la décrivit de telle façon que nous pouvons l'identifier avec la nébuleuse actuelle du Cancer. Son éclat prodigieux ne dura que trois semaines, puis elle s'éteignit peu à peu et au bout de deux ans elle redevint invisible à l'œil nu. Ce ne fut qu'au XVIII[e] siècle que nos télescopes découvrirent, au lieu occupé par l'étoile disparue, la nébuleuse dont nous parlons. « Il ne peut y avoir que peu de doute, dit H. Ooort, que l'objet actuellement appelé Nébuleuse du Cancer est le débris de l'explosion de 1054. » Il est certain que l'explosion en question fut ce qu'on appelle de nos jours une *supernova* de première classe. Et comme les autres *supernovæ* sont trop loin de nous pour qu'on les étudie, il était naturel que l'attention se porte sur celle-ci, puisqu'elle appartient à notre galaxie à nous.

Un premier point à noter est que l'on ignore absolument les causes des explosions dont résultent les *supernovæ*. En second lieu, il est sûr que l'explosion en question projette en tous sens des quantités formidables d'énergie. Les débris de l'explosion échappant à la force gravitationnelle de l'étoile explosée se répandent dans l'espace. On a calculé que la nébuleuse du Cancer s'élargit à la vitesse de 1.100 km par seconde. Actuellement, cette nébuleuse occupe un espace dont le diamètre est de 6 années-lumière, environ 60 trillions de km. La masse matérielle projetée par l'explosion est estimée entre un dixième et un centième de la masse solaire, qui est elle-même 332.000 fois celle de la terre. Au centre de la nébuleuse on peut voir deux petites étoiles dont l'une est considérée comme le reste de l'étoile originelle. Mais cette étoile n'est pas comme les autres. En effet, tous les trois mois environ, de faibles ondulations lumineuses s'en échappent, à la vitesse d'un dixième de la vitesse de la lumière. Et ces ondulations vont se perdre dans la région la plus lumineuse de la Nébuleuse entière. Il semble que ce soit comme la continuation lointaine de l'explosion de 1054. Tels sont les faits. C'est sur eux que se construisent les hypothèses qu'on va voir.

En 1953 l'astronome soviétique I. S. Shklovsky suggéra que la radiation continuelle de la nébuleuse ne venait pas d'atomes entiers, mais bien *d'électrons se mouvant à de grandes vitesses dans un champ magnétique*. Il se basait pour cette conjecture sur la découverte opérée par plusieurs physiciens américains, utilisant ces instruments tout nouveaux qu'on appelle les *synchrotons*. Ce sont des accélérateurs qui mettent en mouvement des électrons à grande vitesse. Quand ces électrons se meuvent dans un champ magnétique, ils émettent une vive lumière. Shklovsky proposait donc d'expliquer la lumière étrange de la Nébuleuse du Cancer par un phénomène de cette nature. Une confirmation semble être donnée de son hypothèse par la radioastronomie. Car nos appareils de radio perçoivent, venant de la Nébuleuse du Cancer, des bruits considérables. Ces bruits viendraient des électrons agités dans la nébuleuse, mais n'atteignant pas la vitesse suffisante pour être lumineux. Il y aurait donc deux sortes d'électrons mis en mouvement, actuellement dans cette constellation, ceux qui atteignent la vitesse nécessaire pour émettre, dans les divers champs magnétiques parcourant la nébuleuse, une vive lumière, et ceux — en plus grand nombre — qui n'atteignent pas cette vitesse, et qui sont perçus par la radioastronomie. Il y aurait ainsi des raisons de croire que l'explo-

[4] Voici le tableau des *Ordines* selon Andrieu :
I-X, Messes des papes et des évêques,
XI, Baptême,
XII-XIV, Chants et lectures,
XV-XIX, Règlements liturgiques monastiques,
XX-XXXIII, Fonctions de l'année liturgique,
XXXIV-XL, Ordinations,
XLI-XLIV, Dédicace des églises,
XLV-XLVIII, Couronnement des empereurs,
XLIX, Sépultures,
L, *Ordo romanus antiquus*.
L'ordre suivi est systématique et non chronologique.

sion du Cancer avait agi, à la façon de l'un de nos synchrotons, mais avec une force bien plus grande que tout ce que nous pouvons produire.

Un bon indice a été donné récemment par l'astronome soviétique V. A. Dombrovsky du fait que la lumière de la Nébuleuse est puissamment « polarisée » en ce sens qu'elle ne se propage que dans le sens perpendiculaire aux champs de magnétisme. Et c'est justement ce qui se produit dans la lumière obtenue au moyen de nos synchrotons. Walter Baade, l'astronome du fameux télescope de 200 pouces, au Mont Palomar a pu vérifier récemment, par des photos très précises, que la lumière de la Nébuleuse du Cancer est nettement polarisée et que, dans la partie la plus brillante, elle est polarisée dans une seule direction.

« Nous avons donc, conclut H. Oort, toute raison de croire que la lumière continue de la Nébuleuse est réellement une lumière de synchroton. Il serait extrêmement difficile, sinon impossible, d'expliquer la polarisation observée sur une autre base. »

Et du même coup on croit tenir l'explication des bruits extraordinaires recueillis, de cette Nébuleuse, par la radioastronomie.

Mais voici une nouvelle confirmation de tout ce qui précède : les calculs basés à la fois sur la lumière de la Nébuleuse et sur l'intensité des bruits perçus par la radioastronomie aboutissent à une estimation à la fois du champ magnétique et de l'énergie des électrons lumineux. Or, ces estimations coïncident avec ce que nous savons des fameux « rayons cosmiques ». Seuls, dans notre expérience, ces rayons qui pleuvent sans cesse sur nous, donnent une idée approximative de l'énergie au travail dans la Nébuleuse du Cancer.

« La découverte selon laquelle la Nébuleuse du Cancer est une source véritable de particules de haute énergie suggère une explication nouvelle des rayons cosmiques dont l'origine a été si longtemps mystérieuse. »

Il suit de là que les rayons cosmiques, pour une large part sinon en totalité, proviendraient soit des *supernovæ,* soit d'autres étoiles instables.

« On estime que les explosions du type de la Nébuleuse du Cancer rendent compte pour environ 10 % des rayons cosmiques qui bombardent la terre. »

Notons bien que l'on ne prétend pas que les émissions de rayons cosmiques actuels viennent encore de l'explosion de 1054. Cette explosion a dû faire des émissions violentes, mais qui se sont graduellement affaiblies depuis lors. Seulement, cette explosion a eu et a encore des suites, qui provoquent de nouvelles « accélérations » comme il arrive dans nos synchrotons.

Il serait grandement désirable que l'on puisse avoir d'autres exemples, au firmament, de ce qui se passe dans le Cancer. Les explosions solaires ne nous en donnent qu'une reproduction limitée. Mais il existe un centre dans la galaxie géante de la constellation de la Vierge, qui émet également des signaux puissants de radioastronomie et qui présente une tache ou traînée lumineuse continue. Walter Baade a établi que cette traînée est polarisée, c'est-à-dire qu'elle ressemble à la lumière du synchroton. La traînée lumineuse de la Vierge est environ 100 fois plus considérable que celle de la Nébuleuse du Cancer. Si elle a eu pour origine l'explosion d'une étoile, comme le Cancer, cela a dû être une explosion vraiment gigantesque, à savoir la désintégration d'une superétoile ayant au moins 100.000 fois la masse de notre soleil !

Tout cela laisse rêveur. Comment ne pas redire avec le psalmiste : « Les cieux racontent la gloire de Dieu, et l'œuvre de ses mains, le firmament l'annonce !... »

XI

Le Socialisme dans l'Allier

Parmi nos départements, il en est un certain nombre qu'on peut appeler « rouges », en ce sens qu'ils votent, depuis longtemps déjà et très régulièrement à gauche. L'Allier en est un, avec la Nièvre, le Cher, la Creuse, la Haute-Vienne, la Corrèze, la Dordogne. Dans la revue lyonnaise *Cahier d'Histoire*, N° 2 de 1957, Simone Derruau-Bonniol étudie de très près l'évolution politique de l'Allier, sous ce titre « *Le Socialisme dans l'Allier de* 1848 *à* 1914 ». L'article, illustré de nombreuses cartes et de graphiques ne compte pas moins de 45 pages. Nous n'en donnerons ici que les éléments essentiels.

L'Allier fut toujours et demeure un département rural. Les industries y sont peu nombreuses. Le nombre des ouvriers y est limité à quelques mines et usines, situées dans la région de Montluçon-Commentry. Le régime de la propriété était fort différent selon les régions. Au nord et à l'est : grandes propriétés, au sud : propriétés très divisées.

Pour comprendre la mentalité politique de l'Allier, il faut remonter à la Révolution. En 1789, le Bourbonnais est réparti entre trois diocèses : Bourges, Autun et Clermont. Le siège de Moulins est en projet, mais n'a pas encore été réalisé et ne le sera qu'en 1823. Or, l'Allier fournit, en 1790, un pourcentage énorme de prêtres assermentés : 426 sur 484 ! Le pays cependant pratique la religion. Dans sa *France pittoresque,* qui est de 1835, Abel Hugo, frère aîné de Victor Hugo, dit des habitants de l'Allier qu'ils sont « très attachés à leurs anciens usages, dévoués à leurs familles, *religieux* jusqu'à la superstition. »

Mais selon l'article que nous analysons, « l'Allier a toujours été un département plus conformiste que pratiquant. » Vers le milieu du XIX^e^ siècle plus d'un paysan, en période d'élection, cherche à savoir comment vote le curé, pour voter juste le contraire. Il y a sans doute des exceptions, notamment dans la montagne bourbonnaise et dans la région de Marcillat, mais dans la Sologne bourbonnaise et dans la Limagne, dont l'une est très pauvre et l'autre très riche, on est volontiers anticlérical. En fait, ce n'est qu'à partir de la révolution de 1848 que la vie politique prend forme dans le pays.

En 1848 la révolution est accueillie avec enthousiasme dans les villes comme dans les campagnes. Aux élections d'avril 1848, la liste des « Amis de l'Ordre » est battue dans tous les cantons sauf deux. La liste républicaine est élue en entier. Sur huit députés, quatre sont démocrates-socialistes. Les élections municipales et cantonales de 1848 marquent toutefois un retour en faveur des conservateurs. Ce sont des bourgeois

aisés ou de nobles propriétaires terriens qui gardent la direction politique dans les assemblées départementales.

Mais voici qu'il est question d'élire un président de la République et parmi les candidats se trouve Louis-Napoléon. Ce nom est populaire. L'Allier lui donne 42.113 suffrages sur 61.685 votants. Mais il semble bien que Louis-Napoléon, à cette date, soit considéré comme un homme de gauche. En effet, aux élections législatives de 1849, l'Allier, en contradiction avec l'ensemble de la France, nomme à une grande majorité tous les candidats démocrates-socialistes et dans l'ensemble *les votes républicains de l'Allier, en* 1848-1849 *sont des votes ruraux.*

Mais un étrange retournement se produit après 1849. Ce pays qui avait voté « rouge » passe au parti du président, même après qu'il est devenu évident qu'il est le parti de l' « ordre ». Tout le département reste bonapartiste jusqu'en 1871. Notre article ne nous donne pas le chiffre des votants lors du plébiscite de 1851, mais en 1870, il n'y aura que 6 % de *non* et parmi eux sûrement un bon nombre de monarchistes. L'Allier, département rural, a prospéré sous le second empire d'une façon extraordinaire. Du coup, il est devenu très conservateur et il le restera quelque temps même après la chute de l'empire. Le journal le *Républicain de l'Allier* en donne, le 15 octobre 1870, l'explication suivante :

« Le paysan, comblé de biens et amolli par ce nouveau bien-être, obéissait sans sourciller aux mandarins impériaux. Que lui importaient l'instruction, la défense des droits de l'humanité, l'extension des libertés publiques et de l'égalité civique. Il avait un empereur généreux. »

Et de fait, l'Allier a étonnamment progressé sous l'empire, dans le domaine agricole, grâce à des défrichements et dessèchements qui ont donné aux cultivateurs de nouvelles terres. L'habitat s'améliore. En 1861, il ne reste plus que 5 maisons couvertes en chaume sur 139, à Chevagnes. Le pain de froment remplace le pain de seigle.

Aux élections du 8 février 1871, qui se font sur la question de la paix, l'Allier vote « conservateur ». Les nouveaux députés appartiennent à la liste « nationale-libérale-conservatrice ». Ils sont tous légitimistes, orléanistes, bonapartistes, sauf un républicain modéré. Et tous ils sont élus à une forte majorité.

Mais le parti républicain n'est pas mort pour autant. Un revirement nouveau va se produire. Le bruit se propage dans les campagnes que le parti conservateur ne rêve que de rétablir la dîme et les droits féodaux ! Notre article ne parle pas de ce détail, mais nous avons été, jadis, les témoins de la violence de ce préjugé dans les campagnes. Sous la crainte d'un retour à l'ancien régime, le département vote rouge et il ne changera plus. Dès 1876, tous les députés de l'Allier sont républicains. Au Seize-Mai, la couleur reste la même.

Mais à partir de 1878 des nuances très appréciables se manifestent dans le personnel républicain. Des scissions ne tardent pas à se produire entre les hommes qui n'ont que des préoccupations politiques — République opposée à tout retour monarchique — et ceux qui croient à la nécessité de réformes sociales. C'est dans les régions minières de Montluçon-Commentry, et aussi à Cérilly, que se vérifie le principe : *toujours plus à gauche.* On a voté républicain, on votera radical-socialiste et enfin socialiste. A Lapalisse, même évolution : on vote républicain dès 1876, mais on élit des radicaux de 1882 à 1910, puis un socialiste.

Un nom émerge, à l'origine, dans l'avènement du socialisme : celui de Christophe Thivrier — Christou, comme on dit à Commentry. En août 1880, il a été élu conseiller d'arrondissement. En janvier 1881, toute la liste municipale socialiste passe à Commentry, pays de mines. En 1882, Thivrier est le premier maire socialiste de France, car il est devenu maire de Commentry. Dans l'ensemble, la situation du socialisme est bien assise dans l'ouest de l'Allier, dès 1889. Le mouvement a deux chefs — rivaux l'un de l'autre, du reste — Thivrier et J. Dormoy. Le premier sera à la Chambre, au grand effarement de certains, le « député à la blouse ». Il est l'homme de Commentry, tandis que Dormoy est celui de Montluçon. Un journal du temps décrit ainsi Thivrier :

« Une barbe et des cheveux d'évangéliste, au-dessus d'une blouse qui pourrait être celle d'un cultivateur aisé... L'homme sous cette blouse porte un cœur simple et doux. »

Pourtant, de 1889 à 1914, le socialisme fait peu de progrès. Il traverse une crise intestine, en raison de ses divisions et surtout des mauvais rapports qui existent entre Thivrier et Dormoy. A partir de 1890, la rivalité entre les deux chefs s'affirme et une polémique haineuse empoisonne les journaux du parti de 1890 à 1895. Même après la mort de Thivrier, le conflit persiste. Il s'aggrave en 1904. Le fils de « Christou », le Dr Léon Thivrier, appuyé par le journal *Le Tocsin,* fonde la Fédération Socialiste du Centre, qui est dissidente. Au surplus le vote des 15.000 francs, pour les députés, a été mal vu des ouvriers. Les députés en fonction sont accusés de corruption. Cela se retourne contre les socialistes.

Finalement, en 1914, sur trois régions politiques de l'Allier, deux sont acquises aux socialistes, dont l'une, à l'ouest, depuis 1889. Les radicaux dominent ailleurs.

« A la veille de la première Guerre mondiale, conclut l'article, on peut considérer l'Allier comme un des départements les plus rouges de France, en fait le second par le pourcentage des voix socialistes. »

Parmi les notations disséminées au cours de l'article, notons encore la suivante, concernant le clergé :

« ...Dans l'ensemble du département, l'influence du clergé semble avoir été presque partout très faible. En 1848, les prêtres ont accepté la révolution et béni les arbres de la liberté, aussi n'y a-t-il pas eu de manifestations d'hostilité religieuse. Certains prêtres ont même fait de la propagande républicaine (l'abbé de Montlouis à Voussac). Ce n'est qu'en mai 1849, alors que le clergé s'est rallié ouvertement aux conservateurs que la population a manifesté une certaine hostilité (lettre du curé d'Etroussat, mai 1849). L'évêque lui-même (Mgr de Dreux-Brézé) s'est abstenu d'intervenir pour le plébiscite de 1851 et ne s'est rallié que plus tard au parti de l'Ordre. »

Il serait d'un grand intérêt que l'on possède de belles monographies comme celle-ci, pour les autres départements de France. L'évolution religieuse fut, pour une large part, en dépendance directe de l'évolution politique et celle-ci, bien souvent, ne sait pas très bien où elle va !

XII

Le supercapitalisme communiste en Russie

C'est Bertrand de Jouvenel qui essaie de nous dire justement où va le communisme russe. Son étude a pour titre *Supercapitalisme soviétique* et elle a paru dans la Revue *Information et documents* du 1er avril 1957.

Il est d'avis que l'on commettrait une très grave erreur en sous-estimant les progrès de la productivité en Russie. Ces progrès ne sont pas dus au communisme comme tel. Ils n'ont commencé que dix ans après la révolution bolchéviste, et sous l'impulsion de Staline, mais ils se sont poursuivis depuis lors à un rythme prodigieux. Exemple : la production de l'acier a *décuplé* de 1928 à 1955. Elle ne dépassait pas, en 1928, les 45 % de la production française ; elle atteint actuellement 3,6 fois notre production, et équivaut aux 4/5e des productions réunies des six pays de la Communauté charbon-acier.

Tout au début, le fait de la propriété collective, c'est-à-dire du communisme comme tel, avait étiolé la production russe. Mais « tout a changé avec Staline ». Pourquoi donc ? Parce que, avec lui l'Etat-patron a fait du *supercapitalisme*. Que veut-on dire par là ? On veut dire que, délibérément, Staline a laissé de côté toute amélioration sensible du bien-être des travailleurs, pour appliquer tout le produit du travail à la capitalisation, c'est-à-dire à l'équipement. Il a fait du « capitalisme dur », mais au profit de l'Etat.

Comprenons bien ce dont il s'agit. Dans la production, on distingue d'abord le montant des matières premières et du combustible, puis l'amortissement du « capital », c'est-à-dire de l'outillage. Ces deux choses déduites, il reste le produit net, ou, comme on dit « valeur ajoutée ».

« Le génie de Marx l'a conduit à souligner très tôt l'importance de ce concept de « valeur ajoutée », sur lequel est fondé le concept moderne de Produit National net, celui-ci étant la somme des « valeurs ajoutées » dans les différentes entreprises. »

Cette valeur ajoutée, c'est le travail qui en est la source. Elle devrait aller aux travailleurs. Naturellement, le patron, en raison de son travail à lui, particulièrement délicat, aurait sa part. Mais Karl Marx prétendait que le patron, en régime capitaliste, ne se bornait pas à prendre sa part de la valeur ajoutée, mais il profitait de son pouvoir pour limiter à l'extrême la part destinée aux ouvriers. Le surplus, c'était le « profit ». Et là-dessus, Marx de crier à l'injustice ! Et pourtant, il estimait que cette injustice était historiquement nécessaire. Il explique longuement que si les travailleurs touchaient intégralement tout ce qui leur revient, ils le dépenseraient en biens de consommation et il n'y aurait pas d'accumulation de capital.

Marx n'accusait pas les patrons de déployer un luxe fondé sur ce « profit » qu'il estime injuste. La classe jouisseuse pour lui était celle des « rentiers du sol ». Mais il représentait le patron capitaliste comme un homme aussi dur pour lui-même que pour ses ouvriers, et principalement soucieux de développer son entreprise, en consacrant le « profit » à l'achat d'un outillage plus ample et capable d'occuper plus d'hommes. Marx estimait que cela était nécessaire, mais pour un temps seulement. Il croyait qu'il y aurait bientôt assez d'investissements et il voulait qu'alors le prolétariat fût devenu assez fort pour reprendre sur les capitalistes la propriété collective des capitaux investis. Le temps devait venir où les capitalistes auraient achevé leur tâche historique. Mais comme ils ne voudraient pas de bon gré renoncer à leurs « profits », la révolution prolétarienne interviendrait pour mettre fin à leur domination.

« Pour Marx, philosophe évolutionniste, le méchant capitaliste était l'agent inconscient de l'histoire : sa dureté, son avidité lui faisaient accumuler le capital, c'est-à-dire l'équipement, œuvre en soi nécessaire ; une fois son rôle joué, il était naturellement chassé, et les travailleurs avaient la jouissance de l'appareil construit. »

Or, Staline a pris exactement la fonction dévolue jusque-là aux patrons. Il a été plus dur que n'importe quel patron. Il a accordé aux travailleurs le minimum possible des salaires, afin de pouvoir consacrer à l'accroissement rapide de l'équipement industriel russe le maximum du « profit » de la production nationale. Pendant ce temps, dans les pays capitalistes, une poussée puissante de législation sociale, appuyée sur le pouvoir des syndicats n'a cessé d'améliorer le sort des ouvriers, et par conséquent de restreindre le « profit ». Aucun pays capitaliste ne peut lutter avec la Russie, pour la restriction des bienfaits sociaux, pour la suppression des droits du travailleur et du pouvoir des syndicats. Le degré d'*exploitation* du travailleur par l'Etat-patron russe dépasse tout ce que l'histoire nous rapporte des excès du capitalisme.

C'est que la Russie s'est donné un objectif à atteindre. Staline disait : *unir le mysticisme russe à la productivité américaine*, et pour cela faire progresser l'équipement en Russie plus vite qu'en Amérique. Actuellement, on compte en Russie comme aux U.S.A. environ 18 millions d'ouvriers. Et la production russe n'est cependant que la moitié environ de la production américaine. C'est que l'équipement est en retard. Pour rattraper ce retard il est nécessaire de consacrer à l'équipement une plus grande part de la « valeur ajoutée », c'est-à-dire d' « exploiter » l'ouvrier davantage qu'aux U.S.A. Déjà les calculs de Staline se sont réalisés. Quand il prit le pouvoir, la production russe était environ le dixième de l'américaine. Actuellement, bien que cette dernière n'ait cessé de croître, la production russe atteint, on vient de le dire, la moitié de l'américaine. A chaque instant, donc, depuis 30 ans, « le renforcement de l'appareil productif a été préféré à l'élévation du niveau de vie ». Ce sacrifice, c'était ce que Staline attribuait au « mysticisme russe », qui n'avait pas son équivalent en Amérique. Sans doute, les travailleurs russes, s'ils étaient libres, ne seraient pas assez « mystiques » pour se plier d'eux-mêmes au rôle que Staline leur a fait jouer et qui reste le

même, ou à peu près, sous ses successeurs. Le mysticisme n'aurait pas suffi sans la terreur. Staline a usé des deux et surtout de la terreur.

Le problème de la *déstalinisation*, souvent mal compris, était surtout là : pouvait-on longtemps encore exploiter l'ouvrier en Russie, alors que, dans les pays capitalistes, les lois sociales ne cessaient d'en améliorer la condition ? Mais les dirigeants soviétiques sont pris dans un dilemme : ou bien ils feront droit aux désirs du monde ouvrier, chez eux et dans les pays satellites — et alors il leur faudra abandonner l'idée de rattraper l'Amérique, au point de vue de l'équipement — ou bien, ils poursuivront la politique du supercapitalisme stalinien, et ils seront, comme on l'a vu en Hongrie et en Pologne notamment, contraints de recourir à la violence, pour étouffer les revendications ouvrières.

Nous en sommes là.

XIII

L'ère des missiles

S'il n'y avait que la compétition de deux grands pays au sujet de leur « productivité », de leur équipement industriel, de leurs chiffres respectifs dans les bilans nationaux, cela ne serait pas grave. Mais cette compétition se traduit, on le sait, par une recherche fiévreuse des moyens de destruction les plus perfectionnés, par des menaces plus ou moins directes, telles que celles qui viennent d'être adressées à la Norvège, au Danemark, à la Suède, après l'avoir été, on s'en souvient, à la France. C'est ce que M. René Sudre nous met sous les yeux une fois de plus, dans un article intitulé *L'Ere des Missiles*, dans *La Revue des deux-mondes*, du 1er avril 1957. S'agit-il d'une ère différente de l'ère atomique ? Pas du tout, mais d'une variété de cette ère. Seulement, l'expression est une allusion très claire aux rivalités belliqueuses dont notre globe est la victime.

> « Renan, écrit M. Sudre, avait formé le rêve de faire régner la concorde dans l'univers, par les soins d'un corps de savants disposant d'une puissance formidable, capable de détruire tout ce qui s'opposerait à leurs sages décrets. Cette puissance qui répand la terreur, la science l'a découverte au sein de l'atome ; malheureusement elle n'est pas entre les mains des sages et n'a plus rien de secret. »

Tout l'espoir de paix, pour le monde, réside dans *l'égalité des armements*, c'est-à-dire l'accroissement parallèle de la puissance destructrice !

On a beaucoup compté jusqu'ici sur la bombe, et on calculait qu'elle pourrait être portée par l'avion, ou guidée par les ondes. Mais d'une part l'avion peut être arrêté par le radar, et d'autre part les ondes ne guident que très imparfaitement. On en est donc arrivé à la *fusée transcontinentale* et c'est cela qui ouvre l'*ère des missiles*.

Tout récemment la Chine communiste s'est glorifiée, par radio, d'avoir inventé la fusée bien avant l'Occident. M. Sudre reconnaît que les Chinois ont fabriqué des fusées, en utilisant, bien avant nous, la poudre à canon, mais ils ne visaient qu'à allumer des incendies à distance. Les fusées furent utilisées en Europe à partir du XVe siècle. Elles prirent un grand développement au XVIIIe. On les employa souvent, sous l'Empire, sous la monarchie de juillet en Algérie, sous le second empire. Mais ce fut surtout pendant la Grande Guerre, puis à partir de 1920, que des progrès sensationnels furent obtenus grâce au remplacement de la poudre, comme propulsion des fusées, par l'oxygène liquide. En 1935, on commençait à entrevoir la possibilité d'un voyage dans la lune en fusée. Après tout, il s'agissait seulement de fournir à la fusée une vitesse libératoire de 11.180 m. à la seconde, pour vaincre l'attraction terrestre.

De nouveau cependant, ce fut la guerre — celle de 1939-1944 — qui fit faire à la fusée des progrès substantiels. Le véritable emploi des fusées se révéla en 1944 par l'apparition des V1 et des V2. Les Allemands y avaient travaillé dix ans en grand secret.

Le V2 fit son premier effet à l'attaque d'Anvers. C'était une fusée cylindrique de 14 m. de long, et 1 m. 50 de diamètre. Elle projetait une tonne d'explosif à 350 km de distance, avec une vitesse de 2 km-seconde au départ, soit environ six fois celle du son. Cela lui permettait de frapper avant de se faire entendre. En tir vertical, elle pouvait atteindre 120 km. La propulsion était obtenue par le mélange alcool-oxygène.

Les Américains, en 1942, mirent en service leur « *bazooka* », mais sa portée pratique ne dépasse pas 50 mètres ; elle fut employée, avec succès du reste, contre les tanks.

Ce fut après la guerre que les Américains créèrent, au Nouveau-Mexique, en plein désert, le centre de White Sands, où se poursuivent, depuis 10 ans, tous les essais d'engins à réaction. La France, de son côté, a aussi, au Sahara, un centre plus modeste, pour les fusées.

Les Américains pourtant, ne pouvant faire mieux que les V2, ont appelé à eux leur inventeur, Werner von Braun, ainsi que les grands spécialistes allemands von Obert et le mathématicien von Neumann. Les travaux se poursuivent naturellement dans le secret le plus absolu. Leur importance est traduite dans un chiffre ; en 1957, on doit y dépenser *2 milliards de dollars !* C'est pourquoi on embauche partout tant de techniciens et jusqu'aux étudiants en cours d'études dans les instituts. Que veut-on ? Obtenir une fusée transcontinentale, capable de traverser l'Atlantique et d'atteindre les confins de l'Asie. On est parti du V2, qui portait le nom de A4, dans le programme. On en est actuellement à A10. La vitesse initiale de l'engin ne permet pas de lui adjoindre un pilote, car l'organisme humain ne peut supporter cette vitesse énorme. Il ne peut donc s'agir que d'engins téléguidés. C'est sur de tels engins que la Russie sans doute a prétendu se baser dans les menaces dont nous parlions ci-dessus. Sans être certains que ces menaces ne sont pas un simple bluff de propagande, les Américains travaillent fébrilement pour n'être pas en retard. Des usines-laboratoires des côtes de Floride vont sortir deux missiles gigantesques, l'*Atlas* et le *Titan*. Ces monstres mesurent 30 m. de haut, pèsent 2 tonnes et sont capables de transporter, en passant par l'ionosphère, une bombe H à 8.000 km de distance. La vitesse de chute doit dépasser *Mach 20*, c'est-à-dire 20 fois la vitesse du son, plus de 6 km-seconde.

On admet que la multiplicité des enveloppes superposées dans l'engin permettra à la dernière de résister jusqu'au bout, alors que les autres enveloppes seront fondues par la chaleur de frottement dans l'atmosphère. Les propulseurs sont dénommés « propergols ». Ils comportent de l'oxygène liquide ou de l'acide azotique liquide, voire de l'hydrogène liquide. Jusqu'ici c'est le téléguidage qui donne le plus de fil à retordre aux techniciens, car les caprices de l'atmosphère et les interventions du brouillage suffisent à fausser tous les calculs en chambre.

M. Sudre, parlant des compétiteurs Russes et Américains, croit pouvoir écrire :

« Demain, peut-être dès aujourd'hui, ils auront assez de moyens pour faire périr le monde en une heure. »

Et voilà le sommet des progrès humains !

L. CRISTIANI.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus bibliographiques

Barrington MOORE. — **Terreur et progrès en U.R.S.S.** Traduit de l'américain par R. Adda. — In-8, 990 fr. — Edit. Jean Viviano, Paris, 1956.

L'auteur est professeur à l'Université de Harvard ; il appartient au « Centre de Recherches et d'Etudes Russes » de cette Université. Ce centre fondé en 1948 a pour but d'étudier les institutions et le comportement de la Russie moderne. C'est avec cette garantie de sérieux que se présente l'ouvrage, dont le sous-titre précise l'objet : « étude sur les variations et la stabilité de la dictature soviétique ». Lecture faite, nous préférerions dire : ses chances d'avenir.

Dans la préface, B. M. nous renseigne sur ses sources, dont chacune comporte des risques d'inexactitude et demande, en conséquence, une critique avertie : documents émanant du Parti (sa presse, ses publications, ses déclarations) et informations recueillies auprès des réfugiés de Russie par les soins du Centre de Recherches Russes. Cette étude a bénéficié en outre des autres travaux et du contrôle du même Centre.

Un long travail d'analyse prépare les conclusions. Il ne semble pas à l'a. que, après la mort de Staline, de profonds changements soient intervenus dans le fonctionnement du système soviétique. Aussi la description qu'il en donne reste valable, avec ses trois éléments principaux : le Parti, la Police secrète, et ce qu'on appelle « l'appareil ». Ce dernier élément forme un tout complexe, assez enchevêtré : ministères chargés des activités économiques, ministères de contrôle technique et enfin toute la hiérarchie des Soviets. Cet ensemble exerce une double fonction : fixer la ligne du gouvernement et empêcher toute déviation. Au cours de l'histoire des Soviets, on constate une montée des organismes de répression ; cependant la nécessité des tâches à réaliser aboutit à des compromis entre les divers organes positifs, aucun ne pouvant se débarrasser des autres.

La Russie est devenue une grande puissance industrielle. On ne peut le nier. Un tel résultat suppose une organisation efficace. Il faut la connaître pour s'essayer à des pronostics. C'est donc son fonctionnement qu'étudie l'a. (ch. II), depuis les auteurs du Plan jusqu'aux derniers exécutants de base, les ouvriers. Signalons les pages sur le rôle des prix en économie soviétique, les salaires, l'organisation d'une usine. Pressions et contrôles s'exercent de telle sorte que l'ensemble peut continuer à tourner. Cependant, remarquant que la poussée vers l'expansion économique vient du sommet et non de la base, B. M. se demande ce qu'il adviendrait si le pouvoir politique, auteur de cette pression, venait à fléchir ou à disparaître. L'énorme machine pourrait bien se gripper.

L'investigation se porte (ch. III) sur l'agriculture. Quels furent les objectifs des maîtres du Kremlin et par quelles méthodes ont-ils prétendu les atteindre ? B. M. nous fait connaître le système agricole et son fonctionnement, mais aussi la sourde et tenace résistance des paysans. Le pouvoir a été obligé de faire certaines concessions au foyer paysan. Or, dans la mesure où celui-ci se consolide, le système collectiviste se désagrège. Le problème paysan reste « une plaie ouverte » dans l'organisme soviétique.

Incontestablement les intellectuels, artistes et savants, sont une force d'avenir (ch. IV et V). Pour apprécier la politique soviétique à leur égard, il faut comprendre la conception de ces activités dans un matérialisme dialectique. Les contrôles du Parti et de la police à tous les échelons, comme aussi la préparation d'une nouvelle génération de savants dociles aux directives officielles s'expliquent ainsi. Des exemples récents, à propos de la théorie des quanta et de la méthode statistique, révèlent les difficultés des savants, quand leurs théories semblent ébranler les postulats du matérialisme dialectique. Les intellectuels ont tendance à s'enfermer dans une certaine autonomie ; de son côté, le pouvoir soviétique, défenseur de l'orthodoxie marxiste, mais ne pouvant se passer de compétences scientifiques, accepte ici encore un état de compromis. Que sortira-t-il de cette tension ?

Les Soviets gouvernent par le moyen de la terreur (ch. VI). Si le pouvoir se flatte de tenir ainsi la population, cette méthode se retourne contre lui : désintégration des groupes où l'on se sent surveillé, et, par contre, constitution de réseaux de relations et de dévouements personnels, influence de la vodka, chaînes de nouvelles clandestines où le vrai se mêle aux potins fantaisistes. La terreur serait-elle une nécessité pour un régime socialiste ? Réponse nuancée à cette question générale. Quant à l'U.R.S.S., malgré les proclamations qui ont suivi la mort de Staline, il semble peu probable que les nouveaux maîtres renoncent à la terreur. On réhabilite certains condamnés, d'autres prennent leur place en prison.

Un dernier chapitre (VII) utilise les analyses précédentes pour déduire, non pas ce qui doit arriver (l'histoire humaine doit toujours compter avec l'imprévisible), mais la gamme, d'ailleurs relativement restreinte, des possibilités d'évolution. Trois éléments influent principalement sur l'orientation des événements : le pouvoir, la rationalisation technique, la tradition. La vie sociale est trop complexe pour qu'on puisse établir un pronostic en calculant les dosages possibles de ces seuls éléments. D'autres facteurs sont à considérer, tels le système soviétique des classes ou le système des croyances soviétiques et l'organisation qui en assure le maintien. Pour conclure, peu de chances pour une évolution vers une forme démocratique ; pas davantage pour une dominante du traditionnalisme (qui supposerait une durable détente internationale). Plus probablement, selon B. M., on verra soit une continuation du pouvoir totalitaire, même s'il jette un peu de lest ; ou plutôt une technocratie, orientée vers le progrès de l'industrialisation et la production des biens de consommation ; elle serait caractérisée par une forte autorité centrale, tandis qu'un régime de sécurité personnelle se substituerait à l'arbitraire policier et à la terreur, — par une mobilité sociale exigée par le système, laquelle s'opposerait aux forces stabilisatrices de la tradition.

Néanmoins toute prévision est incertaine et la vie soviétique engendre elle-même des contradictions ou des forces qui la désagrègent. On regrette que dans son interrogation sur l'avenir, l'a. n'ait pas examiné la foi religieuse du peuple russe et le rôle qu'elle peut jouer.

Un index alphabétique assez développé termine heureusement cet ouvrage. On aimerait aussi un « errata » corrigeant un certain nombre de coquilles qui parfois gênent la lecture. Ces quelques défauts matériels ne diminuent en rien la valeur de cette étude.

A. DAUPHIN-MEUNIER. — **L'Eglise en face du Capitalisme.** — Un vol. de 190 p., 400 fr. — Bibliothèque Ecclesia, Paris, Fayard, 1956.

M. Dauphin-Meunier, professeur à l'Institut Catholique de Paris était préparé par ses importants travaux sur l'Histoire de la Banque à présenter ce nouvel ouvrage de la Bibliothèque Ecclesia. Il s'adresse au grand public et, dans un langage adapté, il décrit l'histoire du capitalisme et les positions que l'Eglise a dû prendre, en fidélité à sa mission.

L'Introduction précise le sens des expressions « capitalisme » et « régime capitalisme » ; elle explique comment l'économie médiévale, sauf exception, ne se prêtait pas à sa constitution. L'histoire du capitalisme commence donc avec la fin du Moyen Age.

Les débuts sont imprégnés par l'esprit de l'Eglise et l'on vit des principes posés par saint Thomas. Loin de freiner le mouvement des affaires, la condamnation de l'avarice combat la thésaurisation et favorise l'entreprise comme service du bien commun. Une authentique morale assure des bases solides aux tractations.

La réaction calviniste renverse la doctrine catholique sur le prêt à intérêt et introduit une mentalité nouvelle : celle du puritain, individualiste, voyant dans la prospérité de ses affaires « un signe visible de l'approbation divine ». La Contre-Réforme catholique est marquée par un raidissement et une certaine régression sur la largeur de vue des théologiens médiévaux. Cependant se développent le capitalisme commercial et l'esprit bourgeois, rationaliste, ambitieux, dur pour les ouvriers ; ces derniers glissent déjà vers le prolétariat et la lutte des classes. Au XVIII^e^ siècle, Benoît XIV précise la doctrine catholique dans la célèbre encyclique « *Vix Pervenit* ». A l'actif des catholiques, il faut relever l'agrarianisme du XVII^e^ siècle, accompagné d'une nette amélioration du sort des paysans, et les Réductions des Jésuites, qui s'opposèrent au capitalisme colonial si inhumain.

Le grand essor du capitalisme date pourtant du XIX^e^ s. Les capitalistes sont au pouvoir ; ils sont rationalistes, voltairiens, souvent calvinistes, anticléricaux. La classe ouvrière est opprimée (enquête de Villermé) et cependant attachée à la religion. Peu à peu, vers le milieu du siècle, l'anticléricalisme se diffuse chez les militants ouvriers ; on marche vers l'apostasie des masses. L'Eglise est amenée à prendre position contre le libéralisme, dont les thèses pénètrent et vicient le capitalisme, mais aussi contre le socialisme. Le grand document qui marque la fin du siècle est *Rerum Novarum*. En un excellent résumé, l'a. montre comment l'Eglise « prend le contrepied de tout le système libéral ».

Avec le XX^e^ s. le capitalisme prend un visage nouveau : celui de groupes et de monopoles, trop souvent tenté de défendre ses privilèges par le malthusianisme économique. Après la grande dépression de 1930, Pie XI intervient par l'encyclique *Q° Anno*, invitant le monde à une rationalisation chrétienne.

Entre temps l'U.R.S.S. est devenue une grande force capitaliste, dont le seul maître est l'Etat totalitaire. S'il faut mettre à son compte d'indéniables réussites, on ne peut oublier de quels prix elles ont été payées : l'homme ramené au rôle d'instrument. L'encyclique *Divini Redemptoris* condamne le communisme et écarte la fausse rédemption qu'il offre aux masses.

Enfin la deuxième guerre mondiale précipite l'évolution économique et accroît les dangers d'une technocratie oublieuse du primat de la personne. Pie XII, défenseur des droits de la personne, ne cesse d'orienter le monde vers une économie humaine. Pour terminer, l'a. souhaite la réconciliation entre science, technique et foi, du moins si les chrétiens accueillent avec docilité les directives du Vicaire du Christ.

Cet excellent petit volume se lit avec intérêt et permet de bien saisir le sens des interventions de l'Eglise en matière économique et sociale. Nous nous permettrons une petite critique : malgré l'excuse des dimensions réduites imposées à l'a., on aurait aimé un peu plus de nuance dans la présentation de la condamnation du socialisme (p. 144) ; le Pape reconnaît son évolution, mais maintient la condamnation en ce qui concerne sa conception de l'homme et de la société ; selon les termes de *Q°Anno*, « si le socialisme demeure vraiment socialisme... il ne peut se concilier avec les principes de l'Eglise catholique ». (*Q°A*. édit. Spes, n° 127). La proposition conditionnelle a son importance et son omission est regrettable.

Abbé PIERRE. — **Vers l'Homme.** — In-8 de 176 p., 480 f. — Paris, Edit. du Cerf, 1956.

Cet ouvrage réunit : 1° les entretient et 2° les allocutions que l'abbé Pierre donna à la Télévision française au cours du Carême 1956.

Il y a 7 entretiens, portant sur les maux de l'humanité : famine, taudis, chômage, manque d'instruction, et sur la manière d'y remédier : spécialement en créant un mouvement d'opinion qui forcera les gouvernements à agir.

Les 5 allocutions, prononcées pendant la messe, ont pour objet la charité, la nature de Dieu, l'Eglise, la confession et l'eucharistie.

Ceux qui ont suivi avec tant d'intérêt les émissions de la T. V. seront heureux de méditer à loisir ces fortes paroles. Ceux qui les ignorent gagneront beaucoup à lire ce livre : il est riche en enseignements multiples et trop ignorés, et il est composé avec un tel accent de sincérité et d'émotion qu'il ne peut laisser personne indifférent. Çà et là quelques formules mériteraient d'être nuancées (par ex. p. 50, sur l'école libre), mais le lecteur saura comprendre l'intention profonde de l'orateur.

Douze photos hors-textes mettent sous les yeux quelques-unes des misères dénoncées. On aurait cependant pu obtenir ce résultat sans étaler certaines nudités. Quant à l'illustration de la couverture externe, on ne pourra que sourire en apprenant à la dernière page du livre qu'elle entend évoquer Adam, — et non l'auteur.

IMPRIMATUR

Lingonis, die 30 aprilis 1957

G. MICHEL, *vic. gen.*

Le gérant : C. GAILDRAUD

Imprimerie de la Société Anonyme de l'*Ami du Clergé*
4, rue Claude-Gillot, LANGRES (Haute-Marne)